



FRANCE STRATÉGIE

RESEAU EMPLOIS COMPÉTENCES

Stratégie emplois et compétences : territorialisation et implication des parties prenantes

Réseau emplois compétences

Mercredi 24 avril



Stratégie emplois et compétences pour la planification écologique

Présentation pour REC

24 Avril 2024

1. Présentation de la stratégie emplois et compétences

Anticiper les besoins en emplois/compétences sera clé pour réussir la planification écologique

Des dynamiques sectorielles actuelles et futures parfois défavorables

- Tensions de recrutements déjà à l'œuvre
- Des déperditions parfois fortes entre formation initiale et accès à l'emploi
- Problème de renouvellement générationnel d'ici 2030 (agriculture...)
- Manque d'attractivité (pénibilité, mixité...), qui pourrait s'aggraver avec le changement climatique

Un processus de destruction/création induit par la transition écologique

- Des secteurs amenés à perdre des emplois (automobile, raffinage...)
- De nouveaux besoins en compétences, dans des secteurs existants ou dans de nouvelles filières (hydrogène, batteries, PAC...)
- Des métiers à massifier pour réindustrialiser, rendre l'économie plus circulaire (réparateurs, reconditionneurs...) ou favoriser la biodiversité (génie écologique...)

Des stratégies emplois/formation et transition écologique à coordonner

- Des horizons temporels différents entre acteurs de la formation (2-3 ans) et de la transition écologique (2030+)
- Des dispositifs et instances de gouvernance historiquement peu coordonnés
- Les régions fer de lance sur la formation professionnelle, à mobiliser pour la transition écologique

Actions à mener

1

Partager une vision quantitative des besoins en emplois d'ici 2030 et des gisements associés

2

Mettre en œuvre des plans d'action détaillés dans les secteurs prioritaires, intégrant tous les acteurs concernés

3

Territorialiser la démarche tout en assurant un pilotage centralisé interministériel

Défis à relever

Un contexte national en profonde mutation : GPEC de la Nation, réforme du lycée professionnel, loi pour le plein emploi, loi immigration...

Près de 8M d'emplois (ETP) sont concernés directement par les leviers de la planification écologique (PE)



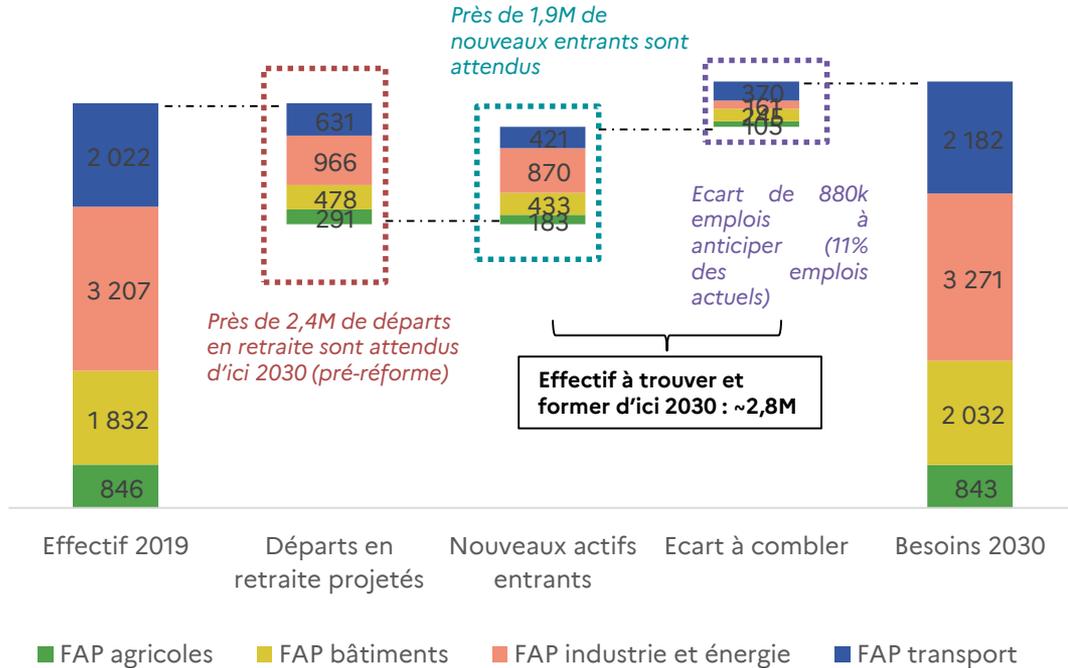
Tertiaire : le tourisme, les bureaux d'étude (génie écologique, BGES...) ... seront aussi concernés, mais l'impact quantitatif direct de la planification écologique est plus difficile à mesurer. L'enjeu d'évolution des compétences y sera fort également.

Travaux en cours

- Construire une **base de données de référence** pour 2019 (nomenclature, granularité et source des données)
- Ajuster certains chiffreages en fonction des retours filières, notamment dans l'industrie et l'énergie
- Panorama à territorialiser

ETP par « levier » du plan (données 2019)

Tensions attendues par métiers : entre nouveaux besoins liés à la PE et renouvellement générationnel



Principaux métiers en tension par secteur en 2030 (comparaison relative entre effectifs 2019 et écarts à combler) :

- Agriculture : agriculteurs, éleveurs, sylviculteurs, bûcherons (déficit de 75k)
- Bâtiments : OQ des travaux publics (-25k), du gros œuvre (-83k) et du second œuvre (-98k), conducteurs d'engins du bâtiment et des travaux publics (-16k)
- Industrie/énergie : techniciens et agents de maîtrise des industries mécaniques (-60k), ouvriers du textile et du cuir (-17k)
- Transport : ouvriers qualifiés de la manutention (-158k), conducteurs de véhicules (-201k), agents d'exploitation des transports (-25k)

✓ Données accessibles à la maille régionale

Evolution des effectifs par famille professionnelle (FAP) entre 2019 et 2030

Proposition de méthode sectorielle à décliner

Connaitre l'emploi et anticiper les mutations

- Quantifier les besoins de main d'œuvre et les risques de destruction d'emplois à la maille infra sectorielle
- Identifier les métiers et compétences clé à développer, les métiers existants en tension et les disparités territoriales
- Echanger avec les différentes parties prenantes pour recenser les freins au recrutement et la montée en compétences (panels de DRH, d'étudiants... ?)
- Etudier les modes d'alimentation des métiers concernés pour cibler les actions à mener

Accompagner les actifs actuels et futurs

Objectifs	Leviers
Susciter des vocations, améliorer l'attractivité	Améliorer l'image des métiers concernés auprès de la jeunesse, des prescripteurs, des actifs
	Accueillir des jeunes en immersion dans les entreprises, mobiliser le SNU ?
	Communiquer sur des métiers en tension auprès des populations éloignées de l'emploi
	Intégrer la pénibilité croissante des métiers dans la réglementation et le dialogue social
	Rendre les métiers plus attractifs et accessibles à toutes les catégories de la population (inclusion)
Former avant le 1er emploi	Augmenter le nombre d'élèves et d'apprentis formés à tout niveau, du CAP au supérieur long
	Prévoir des modalités de rattrapage pour aider les élèves « décrocheurs » à accéder à certains emplois (écoles ETRE)
	Accompagner les organismes de formation pour former les actifs aux bons gestes
Former tout au long de la vie	Actualiser les référentiels de formation, réviser les certifications professionnelles et diplômes
	Former les actifs en poste, les demandeurs d'emploi (OPCO, POEI/C, AFEST, via Pôle Emploi) aux nouveaux gestes
	Former des personnes en insertion à des métiers en tension accessibles
	Former les personnes en reconversion
	Ouvrir des formations pour de nouveaux métiers, à la maille nationale ou régionale selon les besoins

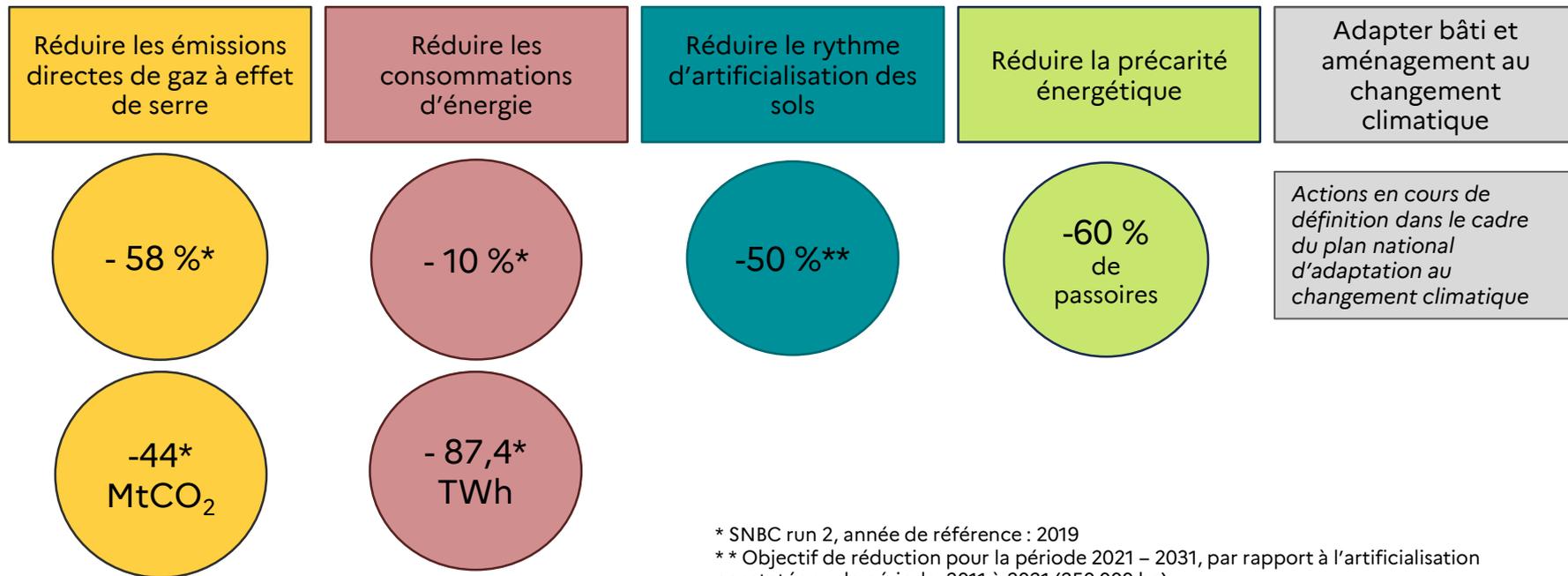
Accompagner les entreprises

Objectifs	Leviers
Accompagner les mutations du tissu économique (notamment TPE/PME)	Communiquer sur les mutations d'activité à anticiper
	Outiller les services de l'Etat pour diffuser les bonnes pratiques
	Favoriser les synergies au niveau local entre acteurs
	Soutenir les OPCO/ experts de branche pour déployer des boîtes à outils dédiées à la transition écologique (PCRH...)
	Créer des leviers de souplesse organisationnelle pertinents, notamment pour aider les TPE/PME
	Faciliter l'accès aux aides publiques
	Créer des signaux permettant d'identifier les acteurs vertueux, et les contrôler en conséquence

2. Enjeux pour le secteur du bâtiment

La planification écologique vise cinq grands objectifs pour le secteur du bâtiment à horizon 2030

Objectifs et indicateurs associés



* SNBC run 2, année de référence : 2019

** Objectif de réduction pour la période 2021 – 2031, par rapport à l'artificialisation constatée sur la période 2011 à 2021 (250 000 ha)

La poursuite de la dynamique requiert une mise sous contrôle accrue, notamment pour la réglementation du tertiaire et de la construction

Chantiers	Statut	Avancement
Accélérer la rénovation énergétique de l'habitat et des logements privés et sociaux ⁽¹⁾		Evolution de MaPrimeRénov' et mise en place de Mon Accompagnateur Rénov' au 1 ^{er} janvier 2024, réflexion visant à amplifier le recours au dispositif. Décision d'une approche principalement incitative pour la réduction des chaudières fossiles. Trajectoire en cours d'élaboration sur le parc social. Ajustement du DPE pour les petites surfaces.
Réduire l'empreinte environnementale du tertiaire privé		Finalisation des valeurs techniques associées au DEET. Réflexions engagées visant à (1) renforcer le respect des exigences du DEET (2) définir les exigences à appliquer aux petits bâtiments et aux chaudières fossiles (3) accompagner les usagers.
Réduire l'empreinte environnementale du bâti public ⁽¹⁾		<ul style="list-style-type: none"> • Bâti de l'État : cadrage réalisé, déploiement à sécuriser. • Collectivités dont scolaire : mesures d'accompagnement et de financement ambitieuses déployées ; Examen des mesures à renforcer en cours. • Hôpitaux : travaux en cours sur la « Planification écologique dans le système de santé »
Améliorer la performance environnementale de la construction		Lancement d'une évaluation du bon respect de la RE2020. Mise en place en 2024 des exigences RE2020 sur les bâtiments tertiaires spécifiques. Poursuite des travaux sur l'accélération du recours aux matériaux biosourcés.
Mettre en œuvre l'objectif « zéro artificialisation nette » ⁽¹⁾		Cadre réglementaire stabilisé, déploiement en cours par les collectivités. Lancement d'une étude sur visant à territorialiser le besoin de construction neuve.
Adapter bâti et aménagement au changement climatique		<ul style="list-style-type: none"> • Retrait gonflement des argiles : publication des premiers textes d'application de l'ordonnance du 8 février pour une application aux sinistres survenus à compter du 1^{er} janvier 2024. • Recul du trait de côte : réflexion visant à clarifier le modèle économique.
Mobiliser la filière vers nos besoins futurs		<ul style="list-style-type: none"> • Mesures en cours et à lancer afin de soutenir la montée en compétences de la filière. • Plan « pompe à chaleur » lancé.

 Objectifs sécurisés	 Objectifs atteignables	 Objectifs à sécuriser	 Objectifs compromis
--	--	---	---

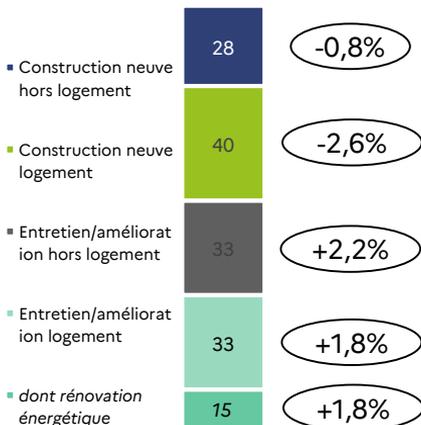
(1) Chantiers s'inscrivant dans les politiques prioritaires du gouvernement

Filière : une mobilisation massive est nécessaire

La tendance est déjà à l'accélération des rénovations et de l'entretien dans le secteur de la construction

CA du bâtiment en 2022 en md€ (FFB, total 149 Md)

Tendances 2023 (FFB)

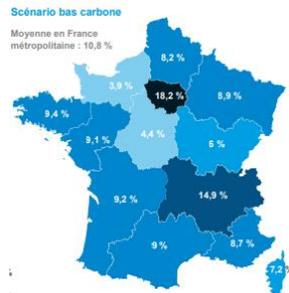


Quantité : les besoins de main d'œuvre seront élevés à l'horizon 2030 pour tous types de travaux

+200 000

ETP en rénovation nécessaires en 2030 par rapport à 2019 France Stratégie

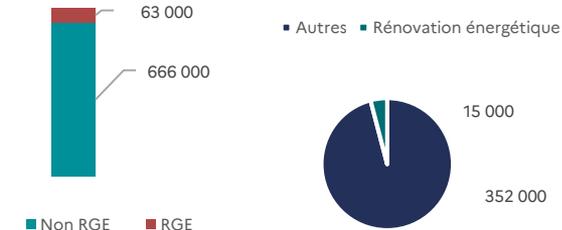
Création nette (2019-2030) d'emplois dans les métiers du bâtiment par région dans le scénario de référence et le scénario bas carbone



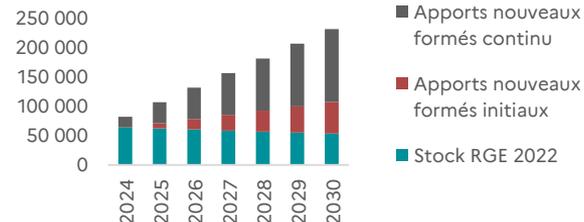
Qualité : les professionnels doivent monter en compétences sur la rénovation performante

Nombre d'entreprises du secteur en 2022 (obs BTP)

Formation continue : formés en 2021 (Constructyts)



Trajectoire possible pour permettre un x4 du nb d'entreprises RGE



Plan de structuration de filière

Contexte :

- **Périmètre résidentiel privé** (MI et LC et petit tertiaire associé)
- **Baisse construction neuve** (variable selon les scénarios)
- **Réforme des aides Etat** pour inciter aux rénovations d'ampleur
- **Objectif : x2 rénovations globales en 2024** : 140 000 et 200 000 en 2025 et 700 000 en 2030
- **Objectif : + 200 000 ETP en 2030** (dont ~60 000 à accompagner du neuf vers la rénovation)

Axes du plan :

- 1. Diagnostic des besoins en formation et attractivité des métiers**, afin de faire évoluer la carte et le contenu des formations (RGE...) : liste des formations concernées, état des lieux du marché actuel, EDEC rénovation...
- 2. Innovation pour la transition écologique**, pour aider la filière à développer et massifier de nouvelles pratiques durables : plan PAC, construction hors-site, matériaux biosourcés...
- 3. Qualité de l'offre**, pour promouvoir des rénovations globales efficaces et accessibles aux citoyens

Illustration : évolution du système des formation

Refonte des référentiels

- Connaissance et analyse des formations actuellement dispensées
- Evolution des modules de formation RGE et intégration dans les référentiels de formation
- Révision des certifications professionnelles en conséquence :
 - Cartographie des certifications prioritaires via France Compétences
 - Evolution des certifications recensées pour la construction et pour la rénovation (en intégrant les compétences nécessaires à la rénovation aux certifications relatives au système et aux métiers du bâti)

Formation initiale

- Formation des enseignants (10k enseignants à former via FEEBAT)
- Augmentation des élèves formés chaque année (~33k aujourd'hui), notamment en mobilisant l'apprentissage

Formation continue

- Mobilisation de l'OPCO Constructys pour augmenter les cibles de demandeurs d'emploi formés à la rénovation (~15k/an) et de salariés du secteur formés aux gestes de la transition écologique (~15k/an)

Illustration : attractivité et rétention

- Enjeu fort de rétention : seuls 44% des jeunes formés aux métiers du BTP exerceraient leur premier emploi dans ce secteur (39% trois ans plus tard)
- Métiers en très forte tension
- Taux de féminisation très faible, qui limite la capacité à se projeter dans ce secteur

Actions à mener



Jeunesse

- Améliorer l'image de ces métiers auprès des jeunes : websérie et plateforme « T'es refait », promotion de l'apprentissage dans certains métiers (couvreur...)



Inclusion

- Diminuer l'image très masculine du secteur pour l'ouvrir à de nouveaux gisements RH



Pénibilité

- Intégrer la pénibilité croissante des métiers du secteur pour les adapter au mieux au changement climatique (canicule...)

Illustration : accompagnement du tissu économique

Mutation de l'activité

- Communication des orientations de la planification
- Renforcement de l'OPCO Constructys sur l'accompagnement RH (PCRH) via une boîte à outils dédiée à la transition écologique
- Accompagnement des entreprises vers la rénovation
- Mobilisation des services déconcentrés et régionaux

Modernisation et innovation

- Amélioration du déploiement du numérique et du BIM
- Plan 1M de PAC par an
- Développement du hors-site (rénovation et construction)
- Usage de nouveaux matériaux (biosourcés...)

Leviers organisationnels

- Facilitation de la constitution de Groupements momentanés d'entreprise pour accéder plus facilement aux marchés publics, opérateurs ensembliers...
- Réseau Mon Accompagnateur Rénov à déployer pour massifier les gestes de rénovation
- Evolution des critères d'aides

Meilleur fléchage des aides

- Meilleur accès aux aides : déploiement du programme OSCAR, accès à d'autres dispositifs CEE
- Facilitation de l'accès aux marchés aidés
- Confiance dans le secteur : lutte contre la fraude et pratiques déloyales, meilleure coordination des contrôles pour les aides et la qualification RGE

3. Adaptation territoriale

Pour rappel, les COP régionales répondent à 4 objectifs

- 1 **Décliner le plan par territoire**, en posant un cadre commun qui permet un dialogue articulé et un alignement de visions de l'ensemble des acteurs concernés
- 2 **Mobiliser et embarquer l'ensemble des collectivités territoriales**, ainsi qu'entreprises et citoyens, autour d'un chemin construit collectivement
- 3 **Faire émerger des actions** qui relèvent des compétences des collectivités territoriales et accélérer leur mise en œuvre
- 4 **Identifier des verrous** qui pourraient, sur le terrain, entraver les efforts de transition des citoyens, entreprises et collectivités territoriales

16 COPs ont été initiées à ce jour

 COP lancées
 COP en attente



Guadeloupe
 14 novembre 2023



Martinique
 5 décembre 2023



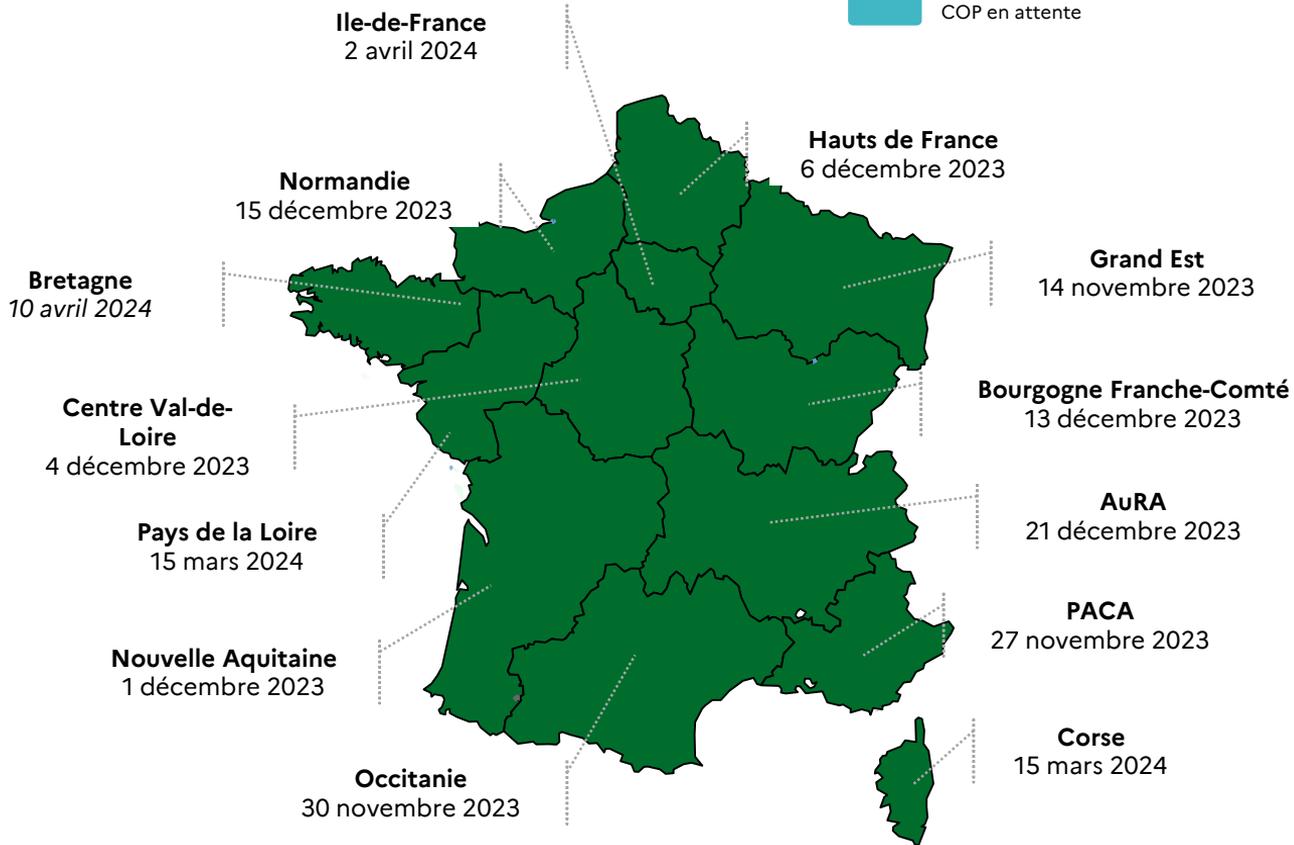
La Réunion
 6 décembre 2023



Guyane
En attente



Mayotte
En attente



Le diagnostic | La COP régionale commence par un temps clé de diagnostic du territoire

Les 4 étapes d'une COP régionale :



REALISER UN
DIAGNOSTIC
PARTAGE DU
TERRITOIRE



CONDUIRE
UN DEBAT



CHOISIR LES
ACTIONS A MENER
A L'ECHELLE
INFRAREGIONALE



ETABLIR UNE
FEUILLE DE
ROUTE
REGIONALE 2030

Le diagnostic est composé de 4 parties complémentaires

Revue des cibles et objectifs

- Panoramas des leviers du SGPE
- Présentation des plans existants : SRADDETs, PCAETs, plans régionaux...



Rappeler l'ambition

Analyse des dynamiques en cours

- Données historiques, projets en cours
- Connaissance des territoires de l'ATE, des opérateurs et des services de la région



...la comparer au point de départ

Questionnaire des collectivités

- Retour des fichiers de pré-diagnostic envoyés aux collectivités
- Apport des connaissances des territoires de l'ATE, des opérateurs et agences de l'Etat et des services de la région



...ainsi qu'au point de vue des collectivités et aux actions déployées

Identification des points forts du territoire

- Projets à mettre en avant
- Territoires exemplaires

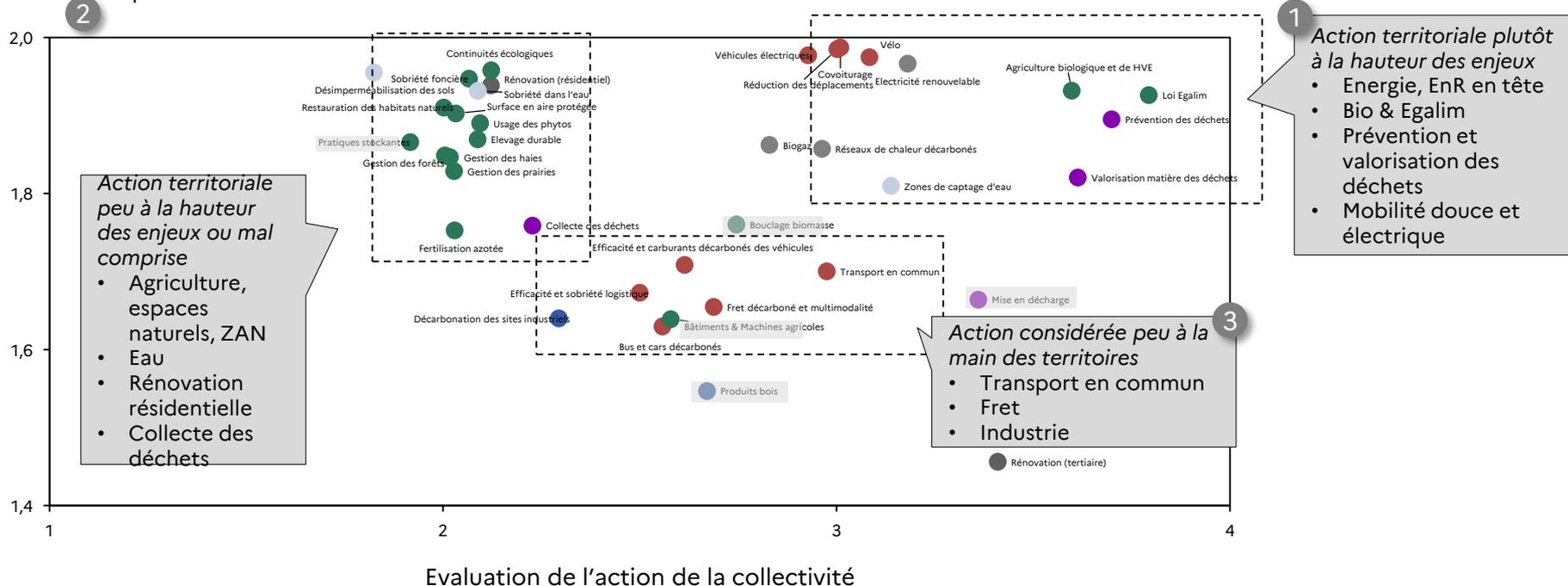


Mettre en valeur les bonnes pratiques et projets exemplaires

Exemples de résultats | 3 catégories de leviers peuvent être identifiées

Niveau de pertinence

Moyenne pondérée régionale (région, départements, EPCI, communes)



Territorialiser la stratégie emplois et compétences

Des enjeux majeurs pour les territoires, notamment les régions

De fortes disparités régionales à considérer : démographie, tissu économique, offre de formation...

Des opportunités à saisir : nouvelles filières, meilleure acceptabilité sociale de la transition (reconversions)

Une expérience des régions sur laquelle capitaliser : offre de formation, coordination des acteurs...

De nombreux outils et instances sur lesquels capitaliser

Un continuum allant du diagnostic à la formation et l'accompagnement

De multiples instances de concertation et de suivi avec les parties prenantes : CREFOP, Comités France Travail, COP...

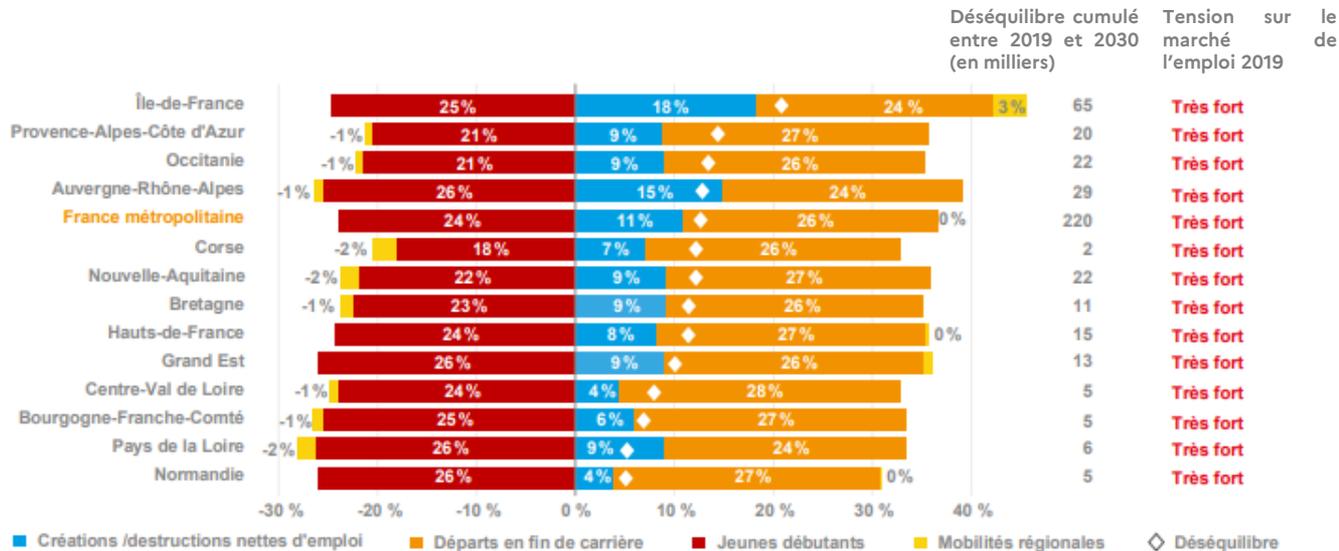
Des stratégies en vigueur : Plans Territoriaux de Transition Juste, Pactes régionaux d'investissement dans les compétences...

Proposition d'actions à mener, en cohérence avec les COP régionales

- **Un diagnostic à l'échelle régionale à affiner :**
Des secteurs prioritaires à définir (tissu économique, démographie, offre de formation...)
Une vision quantitative des emplois et gisements RH associés à affiner (via l'Observatoire 4.0, TETE...)
- **Un plan d'action adapté à bâtir en lien avec les COP et stratégies régionales**
Déclinaison de la méthode type présentée à la maille régionale
Déploiement d'une approche par bassin d'emplois
Identification des besoins associés à la stratégie et aux projets émanant des COP régionales

Illustration : disparités territoriales des enjeux 2030 dans le bâtiment selon France Stratégie

Déséquilibres potentiels des métiers du bâtiment dans le scénario bas carbone entre 2019 et 2030



Note : hors ouvriers qualifiés des travaux publics, du béton et de l'extraction.

Lecture : entre 2019 et 2030, en Île-de-France, le déséquilibre potentiel entre les 42 % de besoins de recrutement (soit 24 % de départs en fin de carrière, 18 % de créations nettes d'emploi et 3 % de départs de travailleurs vers d'autres régions) et les 25 % de ressources en main-d'œuvre (jeunes débutants) représenterait 21 % des emplois du domaine du bâtiment de la région en 2019.

Territorialisation : autres données et démarches à considérer (liste non exhaustive)

Régions (hors COM)	Diagnostics CMA régionalisés	Enjeux de renouvellement* agriculture / bâtiment	Nombre et thématiques des CMQ en lien avec la transition écologique	Autres initiatives de planification emplois et compétences
Ile-de-France	ABC, LMA	Bâtiment: 47% 21%/Agriculture:	4 CMQ : Hub aéroportuaire; conception et construction automobile; transition écologique et numérique de la construction; aéronautique et spatial.	
Occitanie	DACSO, DiagTase, GPECT EOF	Bâtiment: 48% 14%/Agriculture:	8 CMQ : Habitat, énergies renouvelables et écoconstruction; nucléaire et process; aéronautique & spatial; transition énergétique; BTP et usages du numérique; industrie du futur; transport, logistique et commerce de gros; mobilité et transport.	
PACA	GPECT EOF	Bâtiment: 46% 15%/Agriculture:	2 CMQ : Industrie du futur, économie de la mer.	
Grand-Est	Fibois, Mefobio	Bâtiment: 43% 10%/Agriculture:	5 CMQ : Chimie et biotechnologies; énergie et maintenance; bois; agroalimentaire; bio-construction et efficacité énergétique.	Territoire FTJ
Hauts-de-France	Diagr'Hauts-de-France, FIDAPE	Bâtiment: 11%/Agriculture: 42%	7 CMQ : Agroalimentaire produits aquatiques; industrie et transition numérique; travaux publics; bâtiments; chimie & énergie; métallurgie et plasturgie; transport et logistique.	Territoire FTJ
AURA	ARA DECA	Bâtiment: 41% 13%/Agriculture:	9 CMQ : aéronautique; industrie & design; matériaux & innovation; urbanisme et construction; construction durable et innovante; textile; plastique; automobile; énergie.	Territoire FTJ
Pays de la Loire	FH2 PDL	Bâtiment: 5%/Agriculture : 38%	6 CMQ :Construction; filière alimentaire; nautisme; aéronautique; automobile; design & industrie du futur.	Territoire FTJ
BFC	ABC, ATIBC	Bâtiment: 6%/Agriculture: 38%	3 CMQ : industrie; agroéquipements; automobile et mobilités.	
Nouvelle-Aquitaine	DACSO	Bâtiment: 46% 12%/Agriculture:	8 CMQ: Aéronautique (2); forêt & bois; construction durable et éco-réhabilitation; génie civil et infrastructures; maintenance en environnement sensible; DD en zone littorale; mobilité ferroviaire.	
Bretagne		Bâtiment: 11%/Agriculture: 39%	3 CMQ : Industries de la mer; filière alimentaire; bâtiment durable.	Expérimentation TSP
CVL		Bâtiment: 8%/Agriculture: 44%		
Normandie		Bâtiment: 5%/Agriculture: 47%	3 CMQ : Energies; biotechnologies et bio-industries; industries de la mobilité.	Territoire FTJ
Corse		Bâtiment: 42% 12%/Agriculture:	1 CMQ : Transition énergétique.	